



LES CAHIERS DU CERCLE D'ETUDES LIBERTAIRES  
GASTON LEVAL

FORMATION – ECHANGES

PRATIQUES LIBERTAIRES

N°3

26 NOVEMBRE 2011



## Sommaire

1 - <i>THÈME</i> .....	3
2 – <i>SOLIDARNOŚĆ</i> .....	5
3 – <i>OCCUPY WALL STREET</i> .....	7
4 – <i>ARGENTINE</i> .....	9
5 – <i>BOLIVIE</i> .....	20
6 – <i>MADAGASCAR</i> .....	24
7 – <i>BIBLIOGRAPHIE</i> .....	25

## 1 - THÈME

### PRATIQUES LIBERTAIRES

Comment elles apparaissent « naturellement » dans de vastes mouvements sociaux (Argentine, Solidarność, Indignados...) ou dans les résistances de peuples autochtones (Mexique, Bolivie, Madagascar...).

L'objectif est de montrer par plusieurs exemples que les pratiques libertaires ne sont pas une utopie, mais se retrouvent (même parfois en l'absence de militants se revendiquant de l'anarchisme), pour peu qu'un collectif s'organise, de façon autonome, pour peser réellement sur sa vie et son avenir.

#### **Démocrature...ou démocratie directe ?**

La « démocratie » japonaise a imposé le nucléaire « civil », dont les retombées radioactives rappellent celles du nucléaire « militaire » de la « démocratie » yankee. Les « démocraties » occidentales accompagnent les peuples arabes, en rébellion contre leurs oppresseurs, vers la « démocratie » représentative, gage d'un capitalisme raisonné et durable. Pourtant, quand le temps est à la révolte et aux rêves d'émancipation, resurgit la *démocratie directe*, pratiquée par les peuples originels et chère aux anarchistes.

#### **Ne suivez pas le guide...**

Combien faut-il d'électeurs pour changer une ampoule électrique ? Aucun : les électeurs ne peuvent rien changer. Le rôle des « politiques » est de nous empêcher de faire de la politique, en nous faisant croire que nous sommes incapables de prendre nos affaires en mains. Cette « élite » sait, mieux que les autres, le chemin à suivre vers les lendemains qui chantent. Bien sûr, pour nous « gouverner », ils doivent disposer d'un appareil administratif et d'un État, dont les fonctions régaliennes (Armée, Police, Justice) leur permettent de surveiller et mater les « classes dangereuses ». Les isolements et les urnes ne sont qu'un décor en trompe-l'œil agrémentant les choix des « décideurs ».

Mais alors, espérant voir se lever une aube nouvelle, suivrons-nous, tels des moutons suivant le Bon Berger, la faible lueur de guides éclairés auto-proclamés ? Comment choisir parmi tous ces fils du Prophète : léninistes, maoïstes, trotskistes... ? Il est symptomatique de remarquer que leur nom même fortifie une vision de l'Histoire basée sur le culte des « grands hommes ». Sanglés dans les certitudes du « socialisme scientifique » leurs pratiques d'hommes de pouvoir ont propagé des modes d'organisation tels les structures de parti, les purges, les hiérarchies bureaucratiques...

#### **Disperser le pouvoir... à tous vents**

« Dans une société anarchiste, l'harmonie est obtenue, non par la soumission à la loi ou par l'obéissance à une autorité quelle qu'elle soit, mais par les ententes librement consenties entre les divers groupes, territoriaux et professionnels, formés librement pour associer la production et la consommation ». Ceux qui se retrouvent dans cette proposition de Pierre Kropotkine, contrairement aux groupes marxistes, ont des noms liés à leurs pratiques et principes organisationnels : anarcho-communistes, anarcho-syndicalistes, coopérativistes... Les moyens utilisés pour aller vers une autre société sont essentiels, le chemin est aussi important que le but. On ne peut obtenir la liberté par des

pratiques autoritaires, l'anarchisme que l'on souhaite doit d'incarner dans les actions actuelles. Il est possible dès maintenant de réaliser, dans divers domaines, des alternatives en actes qui subvertissent et fragilisent les structures de domination.

Divers mouvements sociaux radicaux retrouvent spontanément certains principes anarchistes, autogestion, entraide, démocratie directe... Ainsi la Commune d'Oaxaca<sup>1</sup> (2006) rappelle la Commune de Paris (1871). Raúl Zibechi, journaliste uruguayen, constate que les révolutionnaires au Mexique, en Argentine, en Bolivie... parlent de moins en moins de prendre le pouvoir<sup>2</sup>. En particulier, il montre qu'une réflexion sur les processus de décision conduit à pratiquer, là où c'est possible, la recherche du consensus. Un groupe, d'accord sur quelques grands principes, échange collectivement sur les propositions concrètes, les affinant, les modifiant, afin qu'elles soient acceptées par tous. Ceux qui ne s'y retrouvent pas peuvent, soit ne pas faire obstacle, soit bloquer s'ils peuvent justifier d'une contradiction avec les principes de base.

### **Pour une anthropologie anarchiste**

David Graeber, un anthropologue américain qui a notamment vécu à Madagascar auprès de communautés merinas, explique<sup>3</sup> que les propositions anarchistes renvoient à des comportements de nombre de peuples originels.

Avant lui Al Brown, théoricien de l'anthropologie sociale britannique, influencé par Kropotkine, avait fait de nombreux séjours auprès des Aborigènes d'Australie, constatant que les espèces animales et les groupes humains qui prospèrent le mieux sont ceux qui coopèrent le plus efficacement.

Marcel Mauss, « père » de l'anthropologie française, avait démontré que les sociétés sans État et sans marché le sont **par choix**. Rejetant les principes économiques que l'on nous présente comme inéluctables, les contrats entre individus sont basés sur le don et un engagement envers les besoins de l'autre. Il en concluait que le socialisme ne pourrait jamais être créé par décret de l'État, mais qu'il était possible de préfigurer dès maintenant une société future basée sur l'entraide et l'auto-organisation.

Pierre Clastres, plaçant ses travaux anthropologiques dans le sillage du *Discours de la servitude volontaire* d'Étienne de La Boétie, s'est vivement opposé aux perspectives évolutionnistes dominantes qui présentent l'État comme une forme d'organisation plus complexe que ce qui l'a précédé. Il a exposé<sup>4</sup> que, dans les sociétés égalitaires, de multiples mécanismes « anti-pouvoir » s'opposent à l'apparition, littéralement effrayante, de toute forme de domination politique et/ou économique. Les institutions s'appuient sur des formes de démocratie directe, de consensus et de médiation, accordant une grande importance à la créativité sociale.

Aujourd'hui les peuples Tzeltal, Tzotzil, Tojobal du Chiapas créent des enclaves libres qui peuvent servir d'exemples d'organisations autonomes, base d'une réorganisation généralisée de la société mexicaine en un réseau de groupes autogérés. La Commune d'Oaxaca a montré que ces principes peuvent aussi s'appliquer en zone urbaine ; l'État mexicain, craignant qu'elle ne serve de modèle, a réprimé féroce.

### **Des alternatives en actes au fédéralisme libertaire**

Sur la planète il y a eu, il y a et il y aura de tels espaces préfigurant une autre société. Il ne faut pas s'étonner que les me(r)dias en occultent la réalité concrète, et parfois même l'existence. La résignation et la soumission face au capitalisme mondialisé reposent en partie sur l'absence visible d'alternatives. Les faire connaître, faciliter les échanges entre elles, permet d'encourager leur multiplication, même si le système dominant ne disparaîtra pas par enchantement.

Et si, à l'occasion de mouvements sociaux de grande ampleur, renaissait le syndicalisme révolutionnaire, permettant de les fédérer autour de Bourses du Travail réunissant producteurs et alternatives locales...

Elan Noir

## 2 – SOLIDARNOŚĆ

### **LE MOUVEMENT DE GREVE D'AOUT 1980 EN POLOGNE.**

La Pologne connut durant l'été 1980 un mouvement de grève générale.

Déjà en 1956 à Poznan des grèves et des manifestations ouvrières avaient dégénéré et une insurrection avait eu lieu. Elle était le résultat des innombrables problèmes de ravitaillement tant sur le plan alimentaire que sur le plan des matières premières. La répression avait été terrible.

Puis, en 1968, il y avait eu le mouvement étudiant contre la mainmise de l'Etat sur l'enseignement. Il fut réprimé sans ménagements.

En 1970, la population ouvrière reprenait le flambeau de la contestation sociale surtout sur la côte baltique (conurbation de Gdansk, Gdynia et Sopot mais aussi Elbag et Szczecin). Des mouvements de grèves et des manifestations eurent lieu suite à une hausse des prix des produits alimentaires de base. La situation dégénéra en émeutes acharnées après que la milice ait ouvert le feu sur la foule. Il y eut environ 500 morts.

En 1976, ça repartait toujours suite à une hausse des prix. Grèves et manifs à l'intérieur des chantiers navals à Gdansk, émeutes sanglantes à Radom, Ursus, Plock...

Début 1980, la situation est de nouveau limite. Le 1er Juillet, le pouvoir annonce une nouvelle hausse des prix.

Immédiatement, des grèves ont lieu dans de nombreuses usines du pays. Au début, les revendications sont strictement matérielles. Une nouvelle vague de grèves déferle à partir du 08 Juillet. La plupart des centres industriels sont alors touchés. Les directions des entreprises louvoient ou cèdent rapidement. Le gouvernement annule certaines hausses.

A partir du 14 Juillet, 3ème vague de grèves. Les transports et les services commencent à être touchés. Des comités de grèves sont élus. Le pouvoir négocie des hausses de salaires au cas par cas. La situation se calme quelques temps. Les groupes d'opposition et de résistance sociale (KOR, cercles intellectuels...) font circuler infos et analyses.

Le 14 Août, la grève démarre aux chantiers navals de Gdansk. Bientôt, l'ensemble du secteur naval de la région (60 000 personnes) est en grève. Les autorités coupent les communications avec le reste du pays comme en 1970. Le 16, la direction des chantiers navals accorde une hausse de salaire mais, par solidarité avec les autres entreprises en grèves, la lutte continue.

Le 16 Août, les comités de grève 253. Le 23 Août, les délégués des entreprises du littoral baltique en grève se réunissent et forment un inter-entreprises. 22 entreprises le composent. Le 18, il regroupe 156 usines. Le 19, 388 entreprises du littoral l'ont rejoint.

Une présidence de 19 personnes est élue. Chaque entreprise envoie des délégués aux chantiers navals. Ceux-ci sont élus librement, mandatés par les A.G. et ils doivent les informer de l'évolution des événements. Dans beaucoup d'entreprises, la radio interne permet la retransmission en direct les négociations avec la direction. Les travailleurs peuvent alors exprimer immédiatement leurs sentiments sur ce qui est dit par la direction.

La très grande majorité des entreprises en grève sont également occupées. Elles sont le lieu de la contestation, la population ayant eu la sagesse de ne pas manifester dans les rues. Le pouvoir le tolérerait difficilement et la répression ne manquerait pas d'être très brutale.

Une liste de 21 revendications est mise au point ( syndicats libres, droit de grève, liberté de la presse et liberté d'expression, libération des gens arrêtés, réintégration des personnes licenciées pour leur participation aux grèves de 1970 et 1976, hausse du salaire de base, échelle mobile, abolition des

privilèges de la bureaucratie, retraite à 55 ans pour les hommes, retraite à 50 ans pour les femmes, problèmes de logements et de primes :..)

Dans le reste du pays, beaucoup d'entreprises sont prêtes à la grève totale si les négociations n'aboutissent pas. Le 31 Août, le gouvernement, après bien des louvoiements, fait des concessions importantes création d'un syndicat libre, liberté d'expression et de la presse, libérations des personnes arrêtées.. Le mouvement initial prend alors fin.

A la mi-septembre, "Solidarnosc" sera officiellement créé et regroupera bientôt 10 millions de personnes. De Septembre 80 à Décembre 81, date de l'instauration de l'état de guerre, les négociations sur les autres points de la liste de revendications se poursuivent, non sans mal. Le pouvoir ne faisant des concessions que sous la pression populaire (manifs, occupations...) et les menaces de grève générale.

Durant cette période tendue, des formes de contrôle ouvrier se développent dans certaines entreprises, les grèves partielles se multiplient face à la mauvaise volonté du pouvoir. Un contre-pouvoir et une contre-société, articulés autour de "Solidarnosc" se renforce.

C'est l'armée et la police qui, au final, "normaliseront" une situation devenu totalement ingérable pour le gouvernement.

### 3 – OCCUPY WALL STREET

#### **En réalisant L'Impossible Sur la pratique de la décision au consensus**

Le 2 août, au tout premier rassemblement de ce qui allait devenir *Occupy Wall Street*, environ une douzaine de personnes s'assirent en cercle à Bowling Green<sup>1</sup>. Nous, « comité pour un mouvement social » auto-proclamé, qui espérait simplement exister quelques jours, avons évoqué une décision capitale. Notre rêve était de créer une Assemblée Générale à New-York : modèle pour des assemblées démocratiques que nous espérions voir surgir dans toute l'Amérique<sup>2</sup>. Mais comment voulions-nous que ces assemblées fonctionnent pratiquement ?

Les anarchistes réunis dans le cercle firent ce qui semblait, à ce moment, une proposition d'une ambition démesurée. Pourquoi ces assemblées ne fonctionneraient-elles pas exactement comme ce comité : au consensus.

Cela représentait, pour le moins, un risque énorme, car d'aussi loin que chacun d'entre nous se souvenait, personne n'avait jamais réussi à réaliser quelque chose de semblable auparavant. Le fonctionnement au consensus a été utilisé avec succès dans les *spokes-council*<sup>3</sup> - activistes organisés en groupes affinitaires, chacun étant représenté par un simple porte-parole - mais jamais dans de grandes assemblées comme celle que nous espérions à New York. Même les assemblées générales en Grèce et en Espagne ne l'ont pas essayé. Mais le consensus était la méthode la plus en correspondance avec nos principes. Aussi nous nous jetâmes à l'eau.

Trois mois plus tard, des centaines d'assemblées, grandes ou petites, fonctionnent maintenant au consensus dans toute l'Amérique<sup>2</sup>. Les décisions sont prises démocratiquement, sans vote, avec l'assentiment de tous. D'après la sagesse courante, rien de cela ne serait possible, et pourtant cela s'est passé - de la même façon que d'autres phénomènes « inexplicables » tels l'amour, la révolution, ou la vie même (à partir d'une particule élémentaire), se sont réalisés.

La démocratie directe adoptée par *Occupy Wall Street* prend ses racines profondes dans l'histoire de l'Amérique<sup>2</sup> radicale. Elle fut largement utilisée par le mouvement des droits civiques et par SDS (Étudiants pour une société démocratique)<sup>4</sup>. Mais sa forme courante s'est pratiquée dans des mouvements tels le féminisme et aussi au sein de traditions spirituelles (Quakers et Amérindiens), autant que dans le mouvement anarchiste lui-même. La raison pour laquelle la démocratie directe, basée sur le consensus, a été si clairement adoptée par l'anarchisme et identifiée avec lui est qu'elle incarne ce qui en est peut-être le principe le plus fondamental : de la même façon que des êtres humains traités comme des enfants ont tendance à se comporter comme des enfants, le moyen pour les encourager à agir comme des adultes mûrs et responsables est de les traiter comme s'ils l'étaient déjà.

Le consensus n'est pas un système de vote à l'unanimité ; la possibilité de bloquer une décision n'est pas un vote négatif, mais un veto. Pensons à l'intervention de la Cour Suprême déclarant qu'une proposition est en violation des principes éthiques fondamentaux - sauf dans le cas où une robe de juge habille quelqu'un qui a perdu tout courage. Les participants savent qu'ils peuvent stopper à chaque instant des échanges qui sortent des principes de base, ce qui se traduit par le fait qu'ils le font rarement.

Cela signifie aussi qu'un compromis sur des points mineurs s'obtient facilement ; le processus conduisant à une synthèse imaginative est vraiment l'essence de ce fonctionnement. Enfin, ce qui compte, c'est moins la question de savoir comment la décision finale a été obtenue - par un appel

aux intentions de bloquer la décision, ou par des choix montrés avec les mains - que le fait que chacun ait pu jouer un rôle pour affiner et mettre au point la synthèse finale. Peut-être ne pourrions-nous jamais prouver, par la logique, que la démocratie directe, la liberté, une société basée sur des principes de solidarité, sont possibles. Nous pouvons seulement le démontrer en agissant. Dans les parcs et les squares d'Amérique<sup>2</sup> les gens ont commencé à témoigner de cela dès qu'ils ont décidé d'y participer. Les Américains comprennent de plus en plus que la liberté et la démocratie sont nos valeurs suprêmes, et que notre amour de la liberté et de la démocratie est ce qui nous définit en tant que peuple - même si, de façon subtile mais continue, nous apprenons que la liberté et la démocratie véritables n'ont peut-être encore jamais existé.

À l'instant où nous réalisons l'erreur de cet enseignement, nous répondons : combien d'autres choses « impossibles » pouvons-nous réussir ? C'est maintenant, c'est de cette façon, que nous commençons à **réaliser l'impossible**.

### Notes du traducteur

1 - Petite ville américaine

2 - Etats-Unis

3 - Le *spoke council* est basé sur le fonctionnement collectif de groupes affinitaires ayant un mode d'organisation libertaire, non-hiérarchique et décentralisée, apanage de manifestants prônant l'action directe contre des symboles du capitalisme (maintenant dénommés *Black Blocs*) ou par des adeptes de la désobéissance civile non-violente pour l'action directe.

Le groupe affinitaire comprend de 5 à 15 personnes, fonctionne au consensus et peut mener seul ou en lien avec d'autres des actions directes. Il prend en charge une tâche spécifique au sein de l'action collective : chaîne de protection, ravitaillement en eau, observatoire légal, confrontation avec la police, samba, information/témoignages, équipe médicale, intervention graphique...

Le *spoke council* réunit un porte-parole pour chaque groupe affinitaire. C'est une réunion essentiellement organisationnelle où chaque groupe affinitaire présente ses intentions par rapport à l'action, de manière à ce que tous puissent en avoir une vision globale. Le porte-parole, seule habilité à prendre la parole, peut être présent seul ou venir avec l'ensemble de son groupe qu'il pourra consulter à chaque fois qu'il faudra prendre une décision.

Le réseau de groupes affinitaires constitue ainsi un ensemble éphémère de production d'action politique dans lequel la division du travail relève d'une économie du don et non d'une coordination hiérarchique.

4 - SDS est une organisation étudiante américaine qui s'est inscrit dans le mouvement étudiant de contestation des années 1960. SDS a fédéré le radicalisme étudiant dans le contexte de l'opposition à la guerre du Viêt Nam et en développant des pratiques de démocratie participative et d'action directe. SDS a atteint 100 000 membres en 1968.

## 4 – ARGENTINE

### **Des zapatistes mexicains aux piqueteros argentins**

Il y a presque trois ans, quand j'ai connu le « hangar » du Mouvement des travailleurs sans emploi (Movimiento de Trabajadores Desocupados - MTD) de Solano dans le quartier argentin de San Martin, j'avais éprouvé l'étrange sensation d'avoir déjà été à cet endroit. Pour y parvenir, il faut prendre le microbus sur la place centrale de la Constitution et voyager un peu plus d'une heure du centre de Buenos Aires pour parvenir à cet endroit du conurbano sud de la ville.

Au fur et à mesure que le microbus se rapproche de Solano, l'environnement se transforme. La ville parsemée de hauts buildings et de vastes commerces cède de plus en plus le pas à des habitations basses toujours plus précaires et les chemins de terre apparaissent jusqu'à ce que la perspective de la ville devienne de plus en plus vague. Un ensemble irrégulier d'habitations précaires apparaît, signe incontournable de la pauvreté urbaine.

Mais ce ne sont pas ces caractéristiques - si semblables à celles des quartiers pauvres des villes latino-américaines - qui m'ont paru familières dans le « hangar » des MTD. Un sol en terre, un toit en paille, des murs de briques dont les trous n'ont pas été bouchés, la besogne lente et douce de femmes de tout âge et surtout d'âges indéfinissables ; des filles et des garçons qui jouent entre les adultes comme si l'ambiance familiale s'était transposée à l'espace social collectif, avec les mêmes manières et le côté naturel de la vie quotidienne.

Les réunions prennent l'air familial qu'elles auraient si elles avaient lieu dans la cuisine d'une habitation : personne ne sait exactement quand est-ce qu'elles commencent et finissent, ni ce qui y a été décidé ; les conversations sont désordonnées - par rapport aux paramètres militants classiques -, mais qui peut résister à l'énorme énergie qui se dégage de cet espace bordé d'un brin de tendresse et de résistance ? Après peu de temps dans le « hangar », j'avais la même sensation que celle éprouvée sept ans auparavant dans la cuisine de La Realidad, au Chiapas, sous l'énorme Ceiba. À Solano aussi, on respire cette atmosphère communautaire, résistante, de travail qui est à la fois un non travail, solidaire et fraternel.

#### **Sous le passe-montagne**

Cependant, au-delà des sensations subjectives, du volontarisme, qu'ont en commun les piqueteros et les zapatistes ? Peut-on trouver des expériences communes entre celles des chômeurs d'une ville de 12 millions d'habitants et les indigènes tojolabales de la forêt Lacandone (Chiapas) ? Ne serions-nous pas en train de forcer les choses en disant, comme le note Holloway, que la lutte des piqueteros est une sorte de « zapatisme urbain » ? Un regard superficiel, disons de journaliste, pourrait conclure que les piqueteros comme les zapatistes utilisent des passe-montagnes ; que les deux sont armés, les zapatistes avec des vieux fusils et les piqueteros de bâtons et de frondes ; que les deux ont dit « ça suffit ». Comme on le voit, il n'est pas difficile de « découvrir » des similitudes.

Cependant, je trouve que ce qu'ont en commun les deux mouvements est moins visible et se trouve au-delà du et sous le passe-montagne, dans la quotidienneté de la construction d'un monde nouveau. D'une certaine manière, des zones entières des faubourgs de Buenos Aires sont à la capitale pratiquement la même chose que l'État du Chiapas l'est au district fédéral de México [la capitale du Mexique] bien que Solano ne soit qu'à à peine vingt kilomètres de la place de Mai.

Le débat portait sur les causes pour lesquelles les assemblées des quartiers populaires ne parviennent pas à survivre à Buenos Aires et étaient passées de centaines de membres à à peine plus d'une dizaine en moyenne, la majorité ayant disparu complètement.

Neka, également de Solano, ajoute qu'après l'insurrection du 19 et 20 décembre 2001, les véritables changements ne sont pas encore visibles et ce manque de visibilité désespère les militants : *« Cependant ce n'est pas cela le plus important mais ce que nous construisons derrière qui vaut*

*plus que le spectacle* ». Alors qu'Alberto soutient qu'il faut savoir attendre, qu'il faut donner au temps la possibilité de faire son travail, que lutter « *ce n'est pas seulement être visible* ». « *C'est un silence fécond* » conclut-il. Pour être plus précis, ceux de Solano sont le secteur le plus visible de la partie du mouvement piquetero qui ne vise pas à prendre le pouvoir d'État.

Est-ce que ces piqueteros ont appris les communiqués de Marcos et les répètent comme des perroquets pour mieux impressionner ? Comment alors ? Où réside alors le secret de cette « communion » de discours et de formes de mener la lutte pour le changement social ? À mon avis, les aspects communs entre les piqueteros et les zapatistes (comme entre d'autres mouvements de pauvres qui habitent le « sous-sol »), ce qui leur permet de se dire qu'ils appartiennent à une même famille de mouvements, sont au nombre de trois : 1° la lutte et la résistance en marge, non pas pour être intégrés comme des subordonnés mais pour lutter en tant que nouveaux sujets sociaux en maintenant leurs différences ; 2° l'autonomie comme clé de la résistance mais aussi de la construction d'un ordre social différent et 3° la création ici et maintenant de nouvelles relations sociales qui sont de fait le cœur du monde nouveau.

### **Vivre et résister en marge**

D'une certaine manière, les chômeurs sont les indiens de la société industrielle. Mais ces chômeurs sont plus que des gens sans travail. Solano comme d'autres quartiers où sont nés les piqueteros a son histoire. En 1982, les problèmes de chômage, de manque de logement et de famine redoublaient d'intensité. En silence, des centaines de voisins (vecinos) pauvres de Quilmes décidèrent d'occuper des terres en friche où ils créèrent les premières installations (asentamientos). En quelques mois, plusieurs milliers de familles ont ouvert à partir de rien les premiers quartiers, initiant une forme d'occupation du territoire qui allait gagner toute la région. Ainsi est née la « prise de terres » comme une forme de lutte collective et organisée, quelque peu similaire aux occupations pratiquées par le Mouvement des sans terre (MST) au sud du Brésil.

Les occupations de 1982 représentent un virage dans les luttes sociales argentines pour deux raisons : les nouveaux et les anciens pauvres (les uns expulsés des usines et des régions rurales, appauvris par le nouveau modèle économique ; les autres expulsés des anciens bidonvilles de la capitale par la dictature militaire) parviennent à ouvrir des espaces territoriaux sur lesquels ils construisent leur vie quotidienne et, en second lieu, ils le font depuis des organisations d'un nouveau type, différentes des syndicats et des formes instrumentales d'organisation.

Le fait que ce sont des communautés qui ont pris l'initiative, représente une rupture avec la tradition corporative et hiérarchique de la gauche et du mouvement syndical par rapport à la question de l'organisation.

Ce que nous observons dans les campements de Buenos Aires n'est pas très différent de ce qui s'est produit dans d'autres espaces, d'autres villes latino-américaines. Je pense à El Alto [Bolivie] et Montevideo [Uruguay] en particulier. Les nouveaux pauvres des villes semblent avoir conclu qu'aucun État national ne va résoudre leur situation de pauvreté et se sont mis à l'œuvre pour assurer la survie quotidienne.

L'Union des travailleurs sans emploi (Unión de Trabajadores Desocupados - UTD) de Général Mosconi, une petite ville de 15 000 habitants au nord de l'Argentine qui vivait de la compagnie pétrolière d'État, privatisée par Menem, et a été un des berceaux du mouvement des piqueteros a fait un bond formidable : il a maintenant 31 potagers, une ferme complète, des emplacements de recyclage de bouteilles, des pépinières, des ateliers métallurgiques et de menuiserie pour la fabrication de chaises et de lits, une colonie agricole de 150 hectares, un élevage de cochons et d'autres animaux ; ils ont construit une cantine communautaire pour les indigènes de la zone et une salle de premiers soins. Deux mille personnes sont liées aux projets de l'UTD, deux mille personnes liées par des relations communautaires et horizontales sur une population active de huit mille personnes.

À Solano, les boulangeries, les potagers et les ateliers de maroquinerie ont déjà trois ans et les participants au projet ont maintenant installé des élevages de porcs et de lapins et commencent à élever des poissons dans les silos d'une usine de traitement d'huile abandonnée. Peu à peu, la production commence à être un des piliers les plus solides du mouvement et les quelques expériences initiales se sont étendues à d'autres collectifs. Le mouvement Thérèse Rodriguez (MTR), qui a une orientation différente de celle de Solano (vise la révolution avec la prise du pouvoir et ne se construit pas de façon horizontale), compte déjà plus de cent postes productifs. Plusieurs MTD d'Annibal Verón comptent une large gamme d'ateliers de production en plus des classiques potagers et boulangeries. Plusieurs cantines du mouvement sont proches de l'autosuffisance avec la production des potagers et dans l'avenir elles pourront se passer des aliments donnés par l'État. D'autres, comme le MTD de La Matanza, font déjà des incursions dans l'éducation avec une école construite par les propres piqueteros où les familles jouent un rôle important dans la définition des contenus et des méthodes pédagogiques. C'est dans cette voie que se nouent des relations entre les différents groupes de piqueteros, les usines récupérées et les assemblées de quartier : des boulangeries montées par des piqueteros fournissent certaines usines alors que les produits de celles-ci sont partagés entre les piqueteros et certaines assemblées montent des réseaux de distribution. La coopérative La Asambleaaria, qui « promeut la production, distribution, commercialisation et consommation de biens et de services autogérés, c'est-à-dire qui soient le fruit et la propriété collective des travailleurs » est une des initiatives les plus remarquables puisqu'elle regroupe la distribution de produits des piqueteros, des assemblées de quartier, de paysans et aussi de certaines usines récupérées [8].

Cela vaut la peine de s'arrêter même brièvement sur ces « autres » expériences urbaines qui montrent qu'il est possible d'ouvrir des espaces de rencontre entre différents secteurs sociaux et qu'on peut travailler dans les zones urbaines avec des critères similaires à ceux employés dans les zones rurales. Ceux qui ont créé *La Asambleaaria* ont commencé en mars 2003 quand un groupe d'une trentaine de voisins résidant dans la zone nord de Buenos Aires (une zone typique de classe moyenne) et appartenant à l'assemblée de quartier Nuñez et à l'assemblée populaire Nuñez Saavedra, décida « *de nous réunir pour constituer la Coopérative de logement, de crédit et de consommation de La Asambleaaria Limitada* ». Les membres du collectif disent qu'« à partir de maintenant et jusqu'à la mi-juin 2003, trente autres voisins de la zone, d'autres quartiers de la ville, de provinces argentines et même de l'extérieur du pays se sont associés à La Asambleaaria. Un antécédent qui illustre très bien ce fait est l'articulation des membres des différentes assemblées dans ce qu'on a appelé « La Bourse et la Vie », une expérience d'achats en commun très intéressante car elle a mis leurs participants en contact direct avec divers producteurs de la campagne et de la ville, dont la caractéristique commune était la tentative de développer une production autogérée ».

Cette voie va à contre courant de la prétention de l'État d'« intégrer » ceux qui sont marginalisés : ce qui suppose de les intégrer comme des subordonnés plutôt que de « normaliser » les différences culturelles et sociales à travers un processus d'homogénéisation, en utilisant la carotte du travail et l'accès à la consommation comme incitant.

### **L'autonomie, "ordonnateur" des nouveaux sujets**

La lutte pour l'autonomie est un des aspects les plus importants des zapatistes et des piqueteros, même si les voies par lesquelles ils sont parvenus à leurs formulations actuelles sont différentes.

En Argentine, vers le milieu des années 90, l'autonomie était une déclaration de principe : des dizaines de collectifs se sont déclarés indépendants des partis, de l'État et des centrales syndicales. C'est la forme qu'ils ont trouvée pour dépasser la division traditionnelle du travail entre le parti et les masses alors que l'immense majorité des structures de partis de gauche se sont effondrées et ont montré leur incapacité à aller au-delà de pratiques syndicales corporatives et dépendantes de l'État. C'était une manière de se défendre, nécessaire dans les étapes initiales de construction d'une

nouvelle couche d'organisations et de groupes qui rejettent la tutelle de partis et de syndicats. Aujourd'hui encore, une décennie après l'émergence de centaines de groupes autonomes, le caractère « défensif » de la proposition continue à être l'aspect dominant, bien que l'on commence à deviner dans les pratiques quotidiennes la volonté d'aller au-delà de cela, d'incarner les pratiques autonomes.

Un retour dans le passé permet de constater qu'il y a dix ans la bataille tournait autour de la création de groupes autonomes, autogérés par ses membres. Cela, c'est déjà acquis tant parmi certains groupes de chômeurs que dans des assemblées de quartier et d'autres collectifs. Les uns et les autres ont commencé aux alentours des 19 et 20 décembre 2001 (les piqueteros en premier, les assemblées plus tard) à créer des espaces sociaux où l'autonomie se met en marche. Ainsi, si la création de groupes autonomes est caractéristique du début des années 90, la création d'espaces pour la survie et la résistance (cantines, postes de santé, espaces de production, etc.) est caractéristique de la période actuelle qui a commencé plus ou moins vers l'an 2000 lors d'un des sommets de la vague des mobilisations.

La création d'espaces autogérés et l'horizontalité sont quelques-uns des aspects nouveaux qu'apporte le mouvement actuel par rapport au vieux mouvement ouvrier. Cependant, l'enracinement territorial présente certaines difficultés et défis. Les groupes ont été capables de construire des espaces autonomes « de los galpones hacia adentro » [Littéralement, des hangars vers l'intérieur]. Ceci a semblé nécessaire, voire indispensable dans la première étape de création des nouvelles réalités, qui ont eu besoin de s'affirmer à contre-courant pour pouvoir naître et survivre. Après presque sept ans, ces expériences collectives cherchent à aller au-delà, à gagner de nouveaux espaces et s'étendre. Dans le cas contraire, ces expériences sentent qu'elles vont finir étouffées dans leurs hangars. Il ne s'agit pas là d'un débat théorique mais d'un débat que mènent certains collectifs sur base de la réflexion sur les limites du travail réalisé jusqu'aujourd'hui.

En général, il semble que l'on vive une transition des groupes autonomes aux territoires autonomes. Comme toute transition, elle est désordonnée, inégale du fait que ce qui est nouveau ne naît pas de façon claire et nette. Beaucoup de groupes contrôlent déjà des micros territoires dispersés dans leurs quartiers ou dans d'autres lieux, beaucoup d'entre eux sont situés dans les propres espaces familiaux que ces familles mettent à la disposition du mouvement. Cependant, l'implantation sur le territoire urbain suppose d'accepter au sein du mouvement l'hétérogénéité sociale qui existe dans ces quartiers populaires : le MTD de Solano par exemple ne comprend pas que des chômeurs mais aussi des chômeurs qui ont trouvé un emploi et des habitants qui n'ont jamais été au chômage. Certains MTD ont rebaptisé le « D » de « desocupados » (sans emploi) par celui de « dignidad » (dignité). Il s'agit d'un long processus qui ne dépend pas seulement des espaces physiques mais aussi de la possibilité de construire des communautés - et autant de territoires - dans chaque quartier populaire où ils sont installés. Sur ce point, nous ne pouvons pas compter sur des expériences urbaines récentes (à peine celles du bidonville El Salvador à Lima et d'El Alto à La Paz) car la majorité des expériences que nous connaissons se trouvent dans les zones rurales du Mexique, de l'Équateur, de la Bolivie et d'autres pays.

### **Un nouveau monde, en marge du vieux monde**

L'image que présente une bonne partie du mouvement social argentin et latino-américain est celui d'une infinité d'îles qui ont tendance à se convertir en bateaux « *pour aller à la rencontre d'une autre île, puis d'une autre et encore d'une autre...* » Comme le mentionnait un des communiqués du Sous commandant Marcos.

La particularité de cette vision de changement social est que chacun de ces bateaux ne reproduit pas le vieux monde mais incarne des portions significatives du monde dont nous rêvons : des relations non pas hiérarchiques mais horizontales, des liens et des valeurs de caractère communautaire, l'autonomie ou l'auto-gouvernement de chacune de ces « petites îles ».

Dans certaines villes d'Amérique latine, s'opère un virage profond, de longue durée, appelé à avoir de profondes répercussions : les formes de résistance et de construction des nouveaux mondes qui sont nées et se sont enracinées dans les zones rurales commencent à s'installer dans certaines grandes villes. C'est la première fois que dans les métropoles qui sont le cœur du Capital et de la domination, ceux d'en bas sont capables d'ouvrir des espaces autonomes pour ceux qui résistent au système, ceux qui le défient et ceux qui construisent des mondes nouveaux. Les projets de et pour la survie commencent à s'articuler comme des petites îles d'un nouveau monde. Certainement, comme le signale Anibal Quijano, la tendance parmi les sans emploi « *à l'organisation de noyaux de production orientés par la réciprocité, à l'occupation et à la gestion collective des terres et des usines abandonnées* », qui est un phénomène nouveau dans des pays comme l'Argentine, « *a des racines et une histoire prolongée dans des pays comme le Pérou, l'Équateur ou le Mexique* ». Cependant, il existe entre les deux au moins deux différences importantes : dans les expériences mentionnées par Quijano, les protagonistes en étaient des migrants de la campagne dans les villes à la recherche de « l'intégration » même si eux n'ont jamais présenté les choses de cette manière. Maintenant, néanmoins, il s'agit de personnes qui étaient des citoyens et qui ont perdu cette condition, ayant été expulsées par le néolibéralisme de leur condition « d'intégrés ». Ils ne cherchent plus maintenant à redevenir des citoyens, ni des ouvriers salariés mais cherchent à construire un autre genre de relations dans le lieu qu'ils occupent aujourd'hui et qui a été construit volontairement en tant que partie d'un « autre » projet historique et social. La seconde différence est que les initiatives productives ne sont pas des initiatives individuelles pour la survie mais des constructions collectives des mouvements.

Des processus semblables ont lieu dans les potagers urbains de Montevideo [Uruguay] et aussi dans les collectifs de voisins de El Alto [Bolivie]. Le premier cas est remarquable : pendant l'hiver 2001, pendant la crise économique et financière, des centaines de potagers « familiaux collectifs » et communautaires se sont créés de manière spontanée en pleine zone urbaine. Les premiers sont des potagers installés sur les parcelles des maisons individuelles mais sont cultivés de manière tournante par les habitants de la zone ; les potagers communautaires se trouvent dans des espaces occupés par les habitants. Dans les deux cas, on trouve des formes d'organisation stables par rapport au potager qui représente l'axe de rassemblement des collectifs de quartier qui ont dû lutter pour leur autonomie par rapport aux partis politiques, aux syndicats et aux municipalités. Les groupes de départ sont passés en deux ans par différentes situations, critiques et de croissance qui, dans bien des cas, les ont amenés à consolider des liens qu'eux-mêmes définissent comme « communautaires ». La profondeur des changements enregistrés en assez peu de temps est visible dans l'évaluation réalisée par les femmes du potager communautaire Amanecer dans le quartier populaire de Soyago : au début nous avions une feuille où chacun notait les heures qu'il avait travaillées et quand arrivait la récolte chacun recevait en fonction de ce qu'il avait travaillé. À notre grande surprise, lors d'une réunion en septembre, on a commencé à ne plus noter les heures. Ceci nous a réjouis car le groupe commençait à avoir une conscience communautaire. Nous faisons cela jusqu'aujourd'hui. Lorsque les heures de travail finissent, chaque membre du groupe retire de quoi nourrir sa famille. Trois mois plus tard le collectif qui travaillait le potager (environ 40 personnes, l'immense majorité de femmes et de jeunes) parvenait à l'autosuffisance et décidait d'arrêter de recevoir des aliments de la municipalité, indiquant qu'il préférerait qu'ils soient distribués dans des cantines populaires ou à d'autres groupes qui en auraient besoin.

Dans une autre zone de Montevideo, dans le quartier Villa Garcia, le réseau des potagers collectifs rassemble 20 potagers. Comme dans d'autres cas, c'était au début des expériences isolées qui ont commencé à se coordonner jusqu'à créer un collectif qui réalise des tâches hebdomadaires rotatives dans tous les potagers. Les acquis sont considérables : consolidation de groupes de travail qui dépendent chaque fois moins des aliments donnés par l'État, création d'une serre et d'une banque de semences pour fournir des intrants à tous les potagers de la zone, édition d'un bulletin mensuel du groupe et coordination avec les autres initiatives de Montevideo qui a donné lieu à la première rencontre des agriculteurs urbains en octobre 2003. Les pas effectués par les collectifs « de ceux qui

travaillent les potagers » (c'est ainsi qu'ils se nomment en s'octroyant une nouvelle identité) dans la solitude urbaine et l'angoisse de la survie, montrent que même dans nos grandes villes, rongées par la fragmentation et un individualisme féroce, il est possible de construire d'autres types de liens au nez et à la barbe du pouvoir globalisé.

### **De nouvelles relations sur un nouveau territoire**

Un samedi de la fin du mois d'août, nous avons eu un entretien long et fécond avec un groupe de camarades des deux sexes de Solano. Nous nous sommes rencontrés à cette occasion dans une ancienne usine de transformation d'huile abandonnée qu'ils occupent aujourd'hui et partagent avec le réseau de troc. Il s'agit d'un domaine qui représente un demi-pâté de maisons sur l'avenue Calchaquí de Quilmes, à un peu moins d'une demi-heure du centre de Buenos Aires. Il est enclavé dans une zone traditionnelle d'industries, pauvre à cause du chômage mais très différente des installations de piqueteros et de manière concrète très différente du quartier de San Martin où est né le MTD. Une partie de l'ancienne usine est un énorme hangar de plus de mille mètres carrés, où sont alignées des dizaines de tables où se trouvent presque toujours des femmes, où elles exposent les produits les plus divers qui seront achetés par les « prosumidores » qui paient avec des "crédits" au lieu d'argent.

Les gens de Solano occupent le reste du domaine. D'un côté du hangar de troc, où se trouvaient avant les silos d'huile, il reste quatre grands trous avec un sol de ciment où ils commencent aujourd'hui à élever des poissons pour les cantines du mouvement. Ils racontent leurs plans : ils ont déjà des cochons et des lapins dans une autre usine abandonnée, plusieurs potagers et maintenant les poissons mais dans peu de temps, ils vont commencer à cultiver un domaine de trois hectares qu'ils ont obtenu et où ils espèrent obtenir les aliments pour tout le mouvement. L'obsession de Solano est de « produire sa propre autonomie », pour qu'arrive le jour où ils ne dépendent plus des subsides ni des aliments que leur accorde l'État. Nous continuons la visite. Dans une petite maison au fond se trouve un poste de santé à base de traitement par les herbes et d'acupuncture. Cela paraît miraculeux : des femmes très pauvres sont là et attendent qu'Augusto leur place les aiguilles. Cette technique était auparavant seulement accessible aux femmes de la classe moyenne supérieure tant à cause du coût élevé, qu'à cause des difficultés culturelles pour que les pauvres accèdent à autres choses qu'aux médicaments que les multinationales pharmaceutiques font dans le premier monde. Maintenant, elle est adoptée par les femmes de Solano. Le projet se nomme « santé rebelle » et est défini par une phrase qui dit : « l'homme nouveau en réalité c'est le même homme vieux, mais qui devient bon lorsqu'il touche les choses avec dignité, c'est-à-dire avec respect ». En dessous apparaît la signature : « Sous commandant insurgé Marcos ».

Par Raúl Zibechi

## Un autre monde est possible : les céramiques Zanon

Raúl Zibechi

*“La poésie de la vie peut être plus grande que la poésie sur le papier”, dit le poète argentin Juan Gelman en contemplant “un mètre carré de poésie” imprimé sur des céramiques que les ouvriers de Zanón emportent partout pour offrir. En découvrant ses poèmes qui décoraient les 25 carreaux de céramique, il écrivit avec émotion : “Jamais de ma vie je n’ai imaginé que je verrais mes poèmes édités sur des céramiques. Jamais de ma vie je n’ai imaginé que les ouvriers d’une usine récupérée interrompraient leur travail pour faire cela. Mon imagination était en dessous de la réalité”.*

La lutte menée depuis plus de cinq ans par les travailleurs de l’entreprise Céramiques Zanón tient beaucoup du poème lyrique. Ils ont dû affronter un entrepreneur italien à succès, les syndicats de la province de Neuquén (dans le sud de l’Argentine, à 2 000 kilomètres de Buenos Aires), les autorités gouvernementales et la police, avant de devenir la plus grosse usine récupérée du pays et celle ayant le plus de succès du point de vue *“d’un chef d’entreprise”*.

Zanón est la fabrique de céramiques la plus importante d’Argentine, l’usine comprend 80 000 mètres carrés et occupe neuf hectares, c’est une usine moderne : avec des lignes de production mobiles où passent les céramiques, des chenilles mécaniques et des wagons robotisés qui glissent sur des rails, des robots qui impriment différents modèles sur les céramiques, de gigantesques entonnoirs pour les mélanges et des fours automatisés. Les grandes machines sont cependant gérées horizontalement.

### Le regard extérieur

A première vue, l’expérience de Céramiques Zanón n’est pas très différente de celle d’autres entreprises récupérées par leurs travailleurs, quelques 200 dans toute l’Argentine [1]. Peut-être le trait le plus important est-il lié à la récupération du syndicat par ses propres travailleurs. En Argentine, les syndicats ne défendent pas les ouvriers mais les patrons, et le Syndicat d’ouvriers et employés céramistes de Neuquén (qui réunit quatre usines de la province) ne faisaient pas exception. L’entreprise payait un salaire supplémentaire aux dirigeants syndicaux et faisait des dons au syndicat pour s’assurer qu’il n’y aurait pas de conflits.

Il y avait beaucoup de peur à l’intérieur de l’usine, rappellent les ouvriers Mario Balcazza et José Luis Urbina : *“Si le responsable disait à un travailleur qu’il devait rester travailler 16 heures, il devait le faire, sinon le jour suivant il était licencié”*. Quand ils commencèrent à former une liste alternative pour se présenter aux élections [syndicales], en 1998, la répression interne augmenta considérablement : *“Si tu discutais avec quelqu’un du syndicat, l’entreprise te repérait et ils te renvoyaient, et personne ne te défendait parce que tous savaient que cette attitude équivalait au licenciement”*, dit Balcazza [2]. Finalement, plus de 60% des 300 travailleurs choisirent de renouveler le syndicat et d’écarter les bureaucrates.

Là commence une autre histoire. La nouvelle direction syndicale ne se laissa ni acheter ni intimider par l’entreprise, elle dénonça des situations illégales et gagna la confiance des travailleurs. Pour surmonter des difficultés opérationnelles et commerciales, l’entreprise intensifia les rythmes de la production, ce qui entraîna de nombreux accidents du travail. A partir de l’an 2000, les faits suivants s’enchaînèrent : un employé mourut dans l’entreprise sans avoir bénéficié d’une assistance médicale, car une entreprise, travaillant 24 heures sur 24, ne disposait même pas d’une ambulance et d’un médecin. Quand Daniel Ferrás, 22 ans, mourut, les travailleurs arrêtaient la production pendant huit jours, exigeant et obtenant que l’entreprise ait une ambulance et un infirmier. Par la suite, Zanón commença à avoir du retard dans le paiement des salaires (jusqu’à trois mois sans

versement) jusqu'à ce qu'elle décide d'éteindre les fours en septembre 2001.

La proposition de Céramiques Zanón était de conserver seulement 60 employés mais les travailleurs l'interprétèrent comme une façon de "nettoyer" le syndicat. A ce moment-là, Zanón était fortement endettée vis-à-vis du gouvernement provincial, qui avait fourni l'argent à l'entreprise pour le paiement des salaires. Les ouvriers refusèrent les licenciements, brûlèrent les avis [de licenciement] devant le siège du gouvernement, campèrent devant l'entreprise pendant cinq mois et, pour couvrir les arriérés de salaires, commencèrent à vendre les 40% du stock de céramiques que la justice avait saisis et leur avait cédés. Cependant, bien qu'ils soient restés plusieurs mois sans toucher leurs salaires, ils donnèrent une partie des céramiques à l'hôpital provincial pour sa réfection, tandis que les chômeurs du MTD (*Movimiento de Trabajadores Desocupados* - Mouvement des travailleurs sans emploi) de Neuquén fournirent la main d'œuvre.

En mars 2002, 220 des 330 travailleurs décident d'occuper l'usine et commencent à produire "sous contrôle ouvrier". Ils décident en assemblée que tous toucheront le même salaire et ils forment des commissions de ventes, administration, sécurité, achats, production, planification, sécurité et hygiène, presse et diffusion. Les indigènes mapuches [3], qui jusqu'alors avaient été abusés et exploités par les entreprises de céramiques, mettent leurs carrières d'argile à la disposition des ouvriers de Zanón. Le 5 avril 2002 sort la première production de 20 000 mètres carrés de céramiques. Trois mois plus tard, ils produisaient 120 000 mètres carrés, la moitié de ce que produisait l'entreprise du temps de ses propriétaires.

### **Le rôle de la communauté**

Du point de vue de la croissance de la production, le développement de Zanón sous contrôle ouvrier a été un succès : actuellement, ils produisent 300 000 mètres carrés [de céramiques], dépassant la production antérieure, et ils estiment qu'ils arriveront bientôt à 400 000 mètres carrés. Avec l'aide des universités de Comahue (Neuquén) et de Buenos Aires, ils retrouvent et modernisent le processus de production : en deux ans, ils ont investi 300 000 dollars pour l'entretien et l'amélioration des machines. Des 300 accidents annuels de l'époque patronale, ils sont passés à seulement 33 et il n'y a eu aucun décès, alors que pendant la période antérieure, il mourait en moyenne un travailleur par mois.

Sous la gestion des travailleurs, plusieurs nouveaux modèles de céramiques ont été introduits. Durant la période précédente, les modèles européens médiévaux conçus en Italie prédominaient. Depuis que les travailleurs eux-mêmes se chargent de la conception, des changements sont intervenus, comme les divers modèles mapuches -conçus avec les communautés - avec pour objectif de revendiquer la culture d'un peuple marginalisé et en hommage à ceux qui ont mis leurs carrières d'argile à la disposition des ouvriers céramistes.

Une différence notable entre Zanón et d'autres entreprises récupérées par leurs travailleurs est la relation avec la communauté. A un moment donné, ils ont pris, légalement, le nom de Fasinpat (acronyme de Fabrique sans patron), se sont transformés en coopérative et ont effectué une infinité de dons : en témoignage de reconnaissance pour l'aide reçue et parce qu'ils considèrent que les bénéficiaires d'une entreprise doivent retourner à la communauté, ils ont apporté des milliers de mètres carrés de céramiques aux hôpitaux, écoles, foyers de personnes âgées, cantines d'enfants et populaires, aux indigènes et aux groupes défavorisés, aux pompiers et à la Croix-Rouge de Neuquén. La donation la plus importante, et la plus emblématique, a été la construction d'un centre de santé pour le quartier Nueva España. En accord avec les habitants - 400 familles qui réclamaient depuis 40 ans une salle de premiers soins -, les coopérativistes de Fasinpat ont fait don de matériel et ont construit le centre de santé à côté du quartier. Ils font aussi venir les organisations de chômeurs et les habitants du quartier pour écouter leurs propositions quand ils doivent engager de

nouveaux travailleurs. De la sorte, les cent nouveaux postes de travail créés sont aujourd'hui occupés par des jeunes ayant de grandes difficultés à s'insérer sur le marché du travail.

Pour sa part, la communauté aide aussi Fasinpat. L'usine est ouverte à tous ceux qui désirent la visiter. Chaque semaine, des étudiants et des personnes de toute l'Argentine (et un bon nombre d'étrangers) arrivent à l'ex Zanón pour connaître l'expérience, du fait qu'il s'agit d'une des rares usines modernes - totalement automatisée et avec quelques processus robotisés - aux mains des travailleurs. A leur tour, le 8 avril 2003, des milliers d'habitants du quartier encerclèrent l'usine pour empêcher la police d'en déloger les travailleurs. Peu après, 9 000 personnes assistèrent à un festival de rock à l'intérieur de l'usine pour exprimer la solidarité de la communauté avec les travailleurs.

Actuellement, ils gèrent une page Internet, animent une émission de radio et éditent un mensuel de diffusion nationale [4]. Plusieurs vidéos où ils racontent différents aspects de leur expérience ont également été réalisées. Ils ont de bonnes relations avec les autres entreprises récupérées et voyagent souvent pour transmettre leur expérience et connaître celle d'autres travailleurs dans des situations similaires. Récemment, ils ont participé à la première Rencontre latino-américaine d'entreprises récupérées, du 27 au 29 octobre à Caracas, Venezuela.

### **Voyage à l'intérieur du monstre industriel**

Dans la brochure "*Zanón sous contrôle ouvrier*", ils expliquent leur façon de travailler : "*Cela nous intéresse que l'on sache que, derrière chaque céramique, il y a une histoire et une réalité qui permettent que la roue continue à tourner. Tout le processus et toutes les décisions sont aux mains des travailleurs. C'est nous qui décidons quoi acheter, comment vendre, quoi et comment produire*". Peut-être la principale différence entre Zanón-Fasinpat et le reste des entreprises est-elle la manière dont ils s'organisent pour produire : "*Cette usine est un système d'engrenages où chacun apporte un petit peu, où il n'y a pas de hiérarchies et où l'engagement et la responsabilité au travail déterminent la qualité du produit et le futur de cette expérience*".

Les différences entre la gestion actuelle et la précédente sont impressionnantes. Un vieux travailleur raconte : "*Nous n'avions même pas le droit d'aller aux toilettes. Les chemins étaient indiqués. En rouge, ils t'indiquaient les endroits où il y avait des machines automatiques et tu devais faire plus attention, et en bleu c'étaient les chemins que tu pouvais emprunter. Avant, les gens des fours avaient une tenue rouge, celle des électriciens était verte, et ainsi de suite. De cette manière ils savaient s'il y avait quelqu'un d'un autre secteur dans un endroit où il n'aurait pas dû être. C'était comme une prison*" [5]. Les gérants étaient à un étage supérieur, dans des bureaux vitrés d'où ils surveillaient les travailleurs flanqués des dirigeants syndicaux qui les observaient de près.

Quand ils ont recommencé à produire, les assemblées de chaque secteur ont commencé à nommer des coordinateurs, qui sont responsables de la bonne marche de la production et dialoguent avec leurs camarades quand surgit un problème. Au bout de quelques mois, les coordinateurs changent, de sorte qu'au bout d'un certain temps toute la section est passée par le poste de coordinateur. Comme le notent les personnes interrogées, "*chaque coordinateur gagne le même salaire que les autres mais il a plus de responsabilités*".

Carlos Saavedra, qui fut coordinateur général de toute l'usine, reconnaît que la tâche exige plus d'heures de travail que la normale, et il ajoute : "*Je ne contrôle personne et ils ne me contrôlent pas. Simplement nous rendons tous compte du travail que nous faisons. Les chiffres sont clairs. Chacun peut les voir. Que je sois coordinateur est une décision de l'assemblée et que je ne le sois plus l'est aussi. Chacun doit assumer la responsabilité qu'on lui a confiée*" [6]. A présent, à la place du contrôle, les ouvriers de Zanón ont établi la confiance mutuelle et la responsabilité.

L'usine est divisée en 36 secteurs qui font les trois huit. Chaque secteur a son coordinateur. *“Tous les lundis, il y a une réunion de coordination et là, on décide ce dont l'équipe a besoin, on résout le problème soulevé par chaque secteur et s'il ne se résout pas, on fait une assemblée où toutes les équipes se réunissent. Mais le produit final qui est mis à la vente est de la responsabilité de tous et pas seulement de ce camarade-là, parce que nous travaillons tous ensemble, en commun depuis l'argile jusqu'à ce que la céramique soit terminée et prête à la vente”* [7].

Une fois par mois, ils organisent une “journée” qui dure toute la journée et à laquelle participe toute l'usine. C'est la réunion la plus importante, celle où l'on discute de tout : depuis le type de chaussures dont on a besoin dans chaque section jusqu'aux achats qu'il faut faire et aux activités extérieures de solidarité. *“On discute du social, de la production, de politique. Pour chaque sujet nous avons un ordre du jour et tant qu'on n'a pas de solution, la journée n'est pas terminée ; il est très important d'arriver à un accord entre tous”*, racontent les ouvriers. Toutefois, ils reconnaissent que ce mode de fonctionnement, démocratique, participatif et horizontal, exige beaucoup d'énergie : *“C'est usant mais productif parce que tu trouves une solution à tous les problèmes débattus entre tous. C'est pire si tu laisses passer le temps et que surgissent des sujets qui créent des soucis. Il y a beaucoup de choses que l'on ne comprend peut-être pas dans un premier temps ; des secteurs comme les achats, les ventes, le secteur administratif qui brassent de l'argent. C'est pour cela qu'on a mis deux camarades, que l'on appelle les syndics, afin qu'ils contrôlent les dépenses. Ce sont eux qui, mois après mois, font un rapport de combien est dépensé, combien est acheté. Il y a un rapport de tout cela et ainsi nous sommes transparents vis-à-vis du camarade. Si de l'argent n'est pas dépensé, nous pouvons l'utiliser pour réparer une machine ou nous achetons de la matière première. Et tout se décide dans l'assemblée de section ou lors de la journée”*.

L'assemblée a établi quelques règles de vie en commun. Tous doivent arriver à l'usine 15 minutes avant le début du travail et sortir 15 minutes après l'horaire établi, afin qu'ils puissent s'informer des dernières nouvelles. Deux exemples contrastés : une fois, ils durent prendre la douloureuse décision de renvoyer un camarade qui volait, mais une autre fois, *“on a payé un traitement à un camarade qui avait des problèmes de dépendance et on lui a gardé son poste de travail ”* [8].

Aussi curieux que cela puisse paraître, le temps consacré à débattre de façon horizontale aboutit à plus d'efficacité au moment de produire, ce qui va à contre-courant du modèle d'entreprise dominant. Peut-être parce que, comme le note Saavedra, *“les heures ne veulent pas dire la même chose qu'avant. Avant, je travaillais 12 heures et je rentrais à la maison exploité, détruit. Aujourd'hui, si je rentre fatigué, c'est un autre genre de fatigue. Parce qu'au fond de toi, tu es traversé par un cortège de satisfactions qui est parfois difficile à expliquer”* [9]. Avant, quand sonnait la sirène qui marquait la fin du tour de travail, les ouvriers couraient pour rentrer chez eux et oublier le travail. *“Aujourd'hui, je reste même si je n'ai pas à le faire”*, dit Saavedra, insinuant que le travail peut être un peu plus qu'une obligation et se transformer en satisfaction. Pour sa part, Juan, travailleur de la ligne de production, résume les sentiments de beaucoup d'ouvriers : *“Avant, je voyais passer une céramique sur la ligne. C'était une céramique et c'est tout. Aujourd'hui, chaque céramique qui passe sur la ligne, c'est comme quelque chose de nous-mêmes qu'on met là, c'est comme quelque chose qui t'appartient”* [10]

Actuellement, les travailleurs de l'ex Zanón attendent que le gouvernement argentin se décide à étatiser l'usine et leur permette de garder son contrôle. Et qu'un jour l'État, qui jusqu'alors ne leur a jamais rien acheté, devienne un client contribuant au développement d'un projet qui démontre que, véritablement, *“un autre monde est possible ”*

## Notes:

- [1] [NDLR] Consultez le dossier « Entreprises autogérées » sur RISAL.
- [2] Interview personnelle de Mario Balcazza et José Luis Urbina.
- [3] [NDLR] Lire à propos des indigènes mapuches en Argentine : Bénito Pérez, Argentine : l'heure de la reconquête mapuche, RISAL, 24 août 2005.
- [4] Le journal s'appelle s'appelle Nuestra Lucha. L'adresse URL du site Internet est <http://www.obrerosdezanon.org/>.
- [5] Hernán López Echagüe, op. cit. p. 178.
- [6] Carlos Magnani, op. cit. pp. 143-44.
- [7] Interview personnel de Mario Balcazza et José Luis Urbina.
- [8] Lavaca, Sin Patrón , op. cit. p. 40.
- [9] Carlos Magnani, p. 144.
- [10] Analía Cafardo et Paula Domínguez, Autogestión obrera en el siglo XXI, op. cit. p. 36.

## 5 – BOLIVIE

### A propos de « Disperser le pouvoir » de Raul Zibechi

*Les Boliviens sont souvent perçus comme un peuple sage, paisible et tranquille. Mais c'est aussi un peuple qui n'hésite pas, lorsque cela est nécessaire, à se munir de bâtons de dynamite et à envahir les villes pour faire valoir ses droits. Les peuples autochtones de Bolivie ne se sont jamais avoués vaincus. C'est pourquoi la Bolivie, pour des non-Boliviens, est l'image même de la dignité.»* (Miguel Benasayag)

*« Comme, dans les années 1990, le zapatisme a mis en lumière une nouvelle façon de faire de la politique sans se référer à l'État, les mouvements boliviens montrent qu'il est non seulement souhaitable, mais possible de construire des pouvoirs non étatiques. C'est-à-dire que le pouvoir ne doit pas être un appareil séparé et au-dessus de la société. »* (Raul Zibechi)

Avant l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales (2005), la Bolivie a traversé une période de contestation sociale impressionnante. Les mouvements ouvriers et paysans ont pavé la voie du changement en Bolivie, rénovant en profondeur les mentalités et apportant la preuve que le modèle néolibéral n'était pas invincible. Il y a d'abord eu la **Guerre de l'Eau**, en **2000**, mouvement de contestation populaire qui parvint – une première – à flanquer hors du pays une multinationale soutenue par le gouvernement, Bechtel

Et puis il y eut la **Guerre du gaz**, en **2003**, qui fit encore mieux, puisqu'elle déboucha sur la fuite sans gloire d'un président assassin, Gonzalo Sanchez de Lozada. L'événement a évidemment fait date : ce n'est pas tous les jours qu'un mouvement social parvient à de tels résultats. Et, personnellement, on sourit toujours à l'évocation de ce tableau : *Goni* (le petit surnom du président), terrifié par la grogne populaire, rédigeant son message d'adieu tout pourri dans l'avion l'amenant dans son exil yankee. Un résultat inespéré donc, qui faisait suite à plusieurs mois d'insurrections très violentes, notamment en octobre 2003. Et une leçon d'efficacité pour tous les mouvements sociaux, dans et hors du pays.

Plutôt que de retracer le cours d'événements qui virent une ville entière s'embraser contre le néolibéralisme du gouvernement en place (1) et défendre l'importance des ressources naturelles pour le peuple bolivien, il cherche à mettre à jour ce qui a fait d'une révolte aux ressorts plutôt banals une réussite aussi éclatante. Et ces ressorts, il les trouve dans l'organisation de la contestation, basée sur les spécificités de la communauté Aymara au sein de laquelle l'insurrection a pris son essor. Comme le rappelle Benasayag en introduction :

*Aujourd'hui, l'heure du peuple est arrivée en Bolivie – mais de manière effective cette fois. Parce que lorsque l'on parlait de l'heure du peuple dans les années 1970, il s'agissait en réalité de l'heure des leaders populaires qui s'étaient donné pour mission la libération des peuples. Dans la culture Aymara-Quechua, le tissu social cultive une certaine méfiance à l'encontre des leaders. Qui dirige est de fait soupçonné. L'idée selon laquelle il appartient aux dirigeants de résoudre les problèmes ou de modifier la réalité est étrangère à cette culture. En revanche, ce qui lui est propre est cette vision d'horizontalité : les problèmes de Chacun sont les affaires de tous.*

### **Le cœur de l'insurrection : El Alto, cité Aymara**

La guerre du Gaz est née dans une des villes les plus bizarres du monde, El Alto. Sur les contreforts de l'Altiplano, à une altitude d'environ 4000m, El Alto surplombe la capitale bolivienne, La Paz. Alors que La Paz est construite dans une cuvette, El Alto est située sur un plateau s'étalant juste au-dessus de cette cuvette. C'est une ville champignon, qui s'est développée à une vitesse phénoménale. En 1950, 11 000 habitants peuplaient El Alto ; on estime aujourd'hui que sa population avoisine les 800 000.

Contrairement à sa voisine La Paz, El Alto n'est pas une très belle ville : construite à l'horizontale,

c'est un dédale de rues et de quartiers uniformes. C'est surtout une ville habitée en très grande majorité par une communauté aux règles singulières, celle des indiens Aymara. Avec les Quechua et les Guarani, les Aymara sont une des trois principales ethnies boliviennes. Evo Morales est d'ailleurs d'origine Aymara, ce qui n'est pas sans influencer sur sa pratique du pouvoir. Le statut de "chef" n'y a rien à voir avec nos conceptions occidentales en la matière, comme nous le rappelait le documentariste René Davila ([ici](#)) au lendemain du référendum victorieux de 2009 :

*Chez les indiens Aymara, rien n'est jamais acquis, tout est toujours changeant et remis en cause. Le rôle du chef y est aussi très particulier, demandant énormément d'abnégation : il doit payer pour être chef, donner tout son temps sans en tirer aucun avantage matériel.*

Cette méfiance vis-à-vis de l'autorité est loin d'être la seule caractéristique de l'organisation communautaire Aymara. Zibechi s'attarde ainsi longuement sur les instances de justices, les conseils communaux et vecinaux (de voisins), le modèle traditionnel des *Ayllus*, et surtout sur les bases communautaires de la rébellion.

### **Disperser le pouvoir : du refus des principes étatiques dans l'insurrection**

La Guerre du gaz est née de l'incurie d'un gouvernement néolibéral bradant les ressources naturelles au capitalisme mondialisé, mais son efficacité, sa force balistique, eurent en grande partie pour origine les particularités des communautés Aymara, à savoir une forme d'organisation horizontale qui ne laisse pas la place à la récupération par l'État, ce que rappelle Zibechi :

*Lors des insurrections, ce sont des pouvoirs non étatiques que nous trouvons dans le monde Aymara rural et urbain. Dans ces mouvements, l'organisation n'est pas détachée de la vie quotidienne, c'est la vie quotidienne qui est déployée dans l'action insurrectionnelle. La division du travail est minime puisqu'il n'y a personne pour donner des ordres ou pour les exécuter; ni ceux qui pensent et ceux qui agissent, puisque c'est le collectif en réunion qui accomplit toutes ces actions.*

Au-delà des combats de rue, des barricades et de la violence extrême utilisée par l'État pour réprimer l'embrasement (2), violence faisant plus de 80 morts et 500 blessés, c'est bien un mode d'action et une force communautaire qui ont fait tomber le gouvernement. La révolte, d'abord cantonnée à El Alto, s'est transmise à La Paz, puis aux campagnes environnantes. Une vague, un déferlement de protestation a tout emporté sur son passage. Sans consignes syndicales ni porte paroles : « *C'était une mer, une marée humaine qui annihila la capacité de survie du gouvernement. [...] Il n'est pas seulement question du nombre mais de modes d'action : c'est la simultanéité d'actions multiples qui nous permet de parler de multiplicité.* »

Il y a dans ce constat quelque chose qui rappelle les récentes émeutes grecques, certains moments de mai 68 ou Barcelone 36 : la force de la contestation quand elle n'est pas muselée mais se nourrit d'elle-même. Ainsi de cette remarque de Zibechi :

*Nous pouvons dire que les Aymaras ont créé des "machines de guerre" qui sont des machines dispersantes, vers l'extérieur et vers l'intérieur; parce qu'elles combattent l'Etat et le désagrègent, mais sans créer d'appareil central ni unifié. C'est-à-dire qu'elles dispersent l'Etat sans le recréer.*

Et aussi :

*Il s'agit de donner la priorité au déplacement plutôt qu'à la structure, à ce qui est mobile plutôt qu'à ce qui est fixe, aux flux de la société plutôt qu'à l'Etat qui cherche*

*lui à contrôler et codifier les flux.*

## **Les mouvements sociaux boliviens à l'épreuve du pouvoir : une possible décadence ?**

Il y a dans l'expérience bolivienne quelque chose d'intense et politiquement enthousiasmant, qui porte à l'utopie et semble bien loin de nos désillusions occidentales. Le péquenaud occidental errant en terre bolivienne y verra matière à émerveillement, le politique là-bas signifiant vraiment quelque chose, se vivant au jour le jour. Comme l'écrit Benasayag :

*Ni le mode d'organisation capitaliste, ni le mode de révolution occidentale, n'ont disloqué la base sociale bolivienne, une base de contre-pouvoir, une base sociale, horizontale, extrêmement forte - surtout dans les communautés. Mon hypothèse est la suivante : si un autre monde est possible, il existe déjà en Bolivie.*

Et pourtant, il est évident que l'exercice du pouvoir par Morales pose de nombreuses questions quand à la survivance de la force colportée par les mouvements sociaux. L'ancien syndicaliste arrivé à la tête de l'État, centralise évidemment un tantinet ce qui auparavant relevait d'une société dans son entier. Le pouvoir populaire s'était *dispersé* au sein des mouvements sociaux, il s'est en quelque sorte *rematérialisé* autour de sa figure.

Depuis son arrivée au pouvoir, Morales a déçu certains de ses anciens alliés qui voient dans son action à la tête de l'État une forme de capitulation des idéaux colportés par les mouvements sociaux. Comme nous le disait Boris Rios : « *Les mouvements sociaux perdent leur capacité créatrice quand ils ont pour vocation d'appuyer uniquement et exclusivement le gouvernement.* »

Il y a en effet dans l'exercice du pouvoir un piège que cerne très bien Zibechi, l'idée que si on prive le mouvement de sa grande force d'organisation traditionnelle (horizontalité, absence de hiérarchie, recours à un pouvoir communautaire désincarné), alors il se perd dans les méandres d'un désinvestissement populaire. C'est à cela qu'est confrontée la société bolivienne actuellement.

Certes, l'exercice du pouvoir selon Morales est à bien des égards exemplaire (on l'a assez souvent seriné en ces pages), notamment dans la redistribution de richesses auparavant intégralement spoliées, dans l'intégration des populations indigènes à l'exercice du pouvoir et dans le fréquent recours aux élections et référendums pour donner voix au peuple. Mais c'est dans les années à venir que se jouera l'essentiel : la continuation d'un élan populaire que symbolisait très bien la Guerre du gaz et les luttes passées du modeste dirigeant cocalero (producteur de coca) devenu président ? Ou bien l'affadissement de mouvements sociaux impliqués dans la logique étatique et incapables de faire entendre leur voix ?

1) Au départ, la révolte est née de la décision gouvernementale de vendre du gaz aux Yankees en le faisant transiter par le territoire de l'ennemi ancestral chilien, mais elle s'est vite transformée en insurrection globale. Résumé des événements par René Davila : *"Le président, alors Gonzalo Sanchez de Lozada, un multi-millionnaire surnommé "le gringo" (formé aux États-Unis, il parlait espagnol avec un fort accent américain), a voulu faire sortir le gaz de Bolivie par le Chili, pour ensuite l'exporter aux États-Unis. Connaissant le contentieux entre le Chili et la Bolivie, c'était une très mauvaise idée, la révolte populaire a été immédiate. Les victimes ont été nombreuses, plus de 80 morts et 400 blessés, et ça été un conflit très violent. Au final, le président s'est enfui en avion, laissant le peuple vainqueur."*

**2) Plusieurs organisation tentent actuellement de porter en justice les crimes de l'ancien président Goni, encore aujourd'hui réfugié aux EU. Pour exemple, cette affiche appelant au procès contre l'ex président et affirmant "*ni oubli, ni pardon, justice !*"**

## 6 – MADAGASCAR

### **L'auto-gouvernement malgache**

Madagascar, île de l'Océan Indien au large du Mozambique, grande comme la France, est peuplée de 20 millions d'habitants. Objet de convoitise de la part de divers colonisateurs y pratiquant le commerce des esclaves, Portugais, Hollandais, Anglais et Français s'y succédèrent. Ces derniers finirent par s'imposer par la Compagnie des Indes Orientales, puis la nomination d'un Résident Général. La résistance du peuple malgache conduisit à l'arrivée du Général Gallieni qui, au tournant du 20ème siècle, mena la répression, faisant plusieurs centaines de milliers de morts sur une population de 3 millions ! La colonisation de l'île put alors se développer largement. Cependant, en mars 1947, un nouveau soulèvement populaire est maté dans le sang, faisant près de 100 000 morts sur 4 millions d'habitants. Camus s'écria : « Aujourd'hui, des Français apprennent sans révolte les méthodes que d'autres Français utilisent parfois envers des Algériens ou des Malgaches, c'est qu'ils vivent, de manière inconsciente, sur la certitude que nous sommes supérieurs en quelque manière à ces peuples. » Ce n'est qu'en 1960 que l'indépendance fut octroyée à Madagascar, mais les liens économiques privilégiés avec la France ne furent pas desserrés. La métropole avait eu le temps d'y exporter ses « bienfaits », économie de marché et État centralisé, qui laissent aujourd'hui les 3/4 de la population dans une grande pauvreté.

Cependant, particulièrement dans les communautés rurales, se maintiennent des pratiques anciennes d'auto-gouvernement égalitaire. Ces traditions sont très fortes dans les plateaux central des Hautes Terres merinas : décisions au consensus, relations de commandement (service militaire, travail salarié...) assimilées à l'esclavage, soupçons de sorcellerie envers quiconque acquiert puissance et richesse. L'institution fondamentale est le *Fokon'olona*, de « foko » groupement et « olona » personnes. Elle désigne une collectivité d'un ou parfois plusieurs villages, ayant des règles de vie communes orientées vers l'harmonie sociale. La Constitution donne un rôle important aux 18 000 *Fokon'olona* qui quadrillent le territoire : « Le *Fokon'olona* est la base du développement ». Bien sûr le pouvoir colonial, puis l'État malgache, ont tenté d'en faire des assemblées avalisant des décisions prises au préalable.

La crise financière de 1980, qui a entraîné l'effondrement de l'État dans une bonne partie du pays, a élargi les zones où les habitants délibèrent et agissent collectivement, ignorant totalement le gouvernement. Ils réalisent de nombreux projets : gestion de la pénurie de riz, canalisations d'eau potable, auto-éducation, justice sociale et réparatrice plutôt que répressive... S'opposent ainsi deux conceptions de la Société: l'une étatique et pyramidale, l'autre égalitaire et solidaire.

Depuis peu un collectif d'individus, les « mpivoy », appelle à fédérer toutes ces initiatives locales, afin de « chercher ensemble, décider ensemble, progresser ensemble ». Ils mettent en place une caisse d'entraide entre *Fokon'olona*, ainsi qu'une auto-éducation populaire permanente. Ils souhaitent l'organisation d'une Assemblée Constituante réunissant les délégués des *Fokon'olona* permettant de jeter les bases d'une société rejetant tout système de domination-prédation : « esclavage, colonialisme, néo-colonialisme, impérialisme, capitalisme, néo-libéralisme, dictatures y compris stalinienne... ».

Elan noir

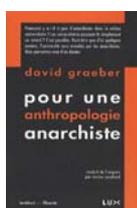
## 7 – BIBLIOGRAPHIE



1 - *La Commune d'Oaxaca*, Georges Lapiere, Rue des Cascades, 2008



2 - *Disperser le pouvoir, les mouvements comme pouvoirs anti-étatiques*, Raúl Zibechi, L'Esprit Frappeur, 2009



3 - *Pour une anthropologie anarchiste*, David Graeber, LUX, 2006



4 - *La Société contre l'État*, Pierre Clastres, Les Éditions de Minuit, 1974



5 – *Argentine : Généalogie de la révolte : la société en mouvement*, Raúl Zibechi, Editions CNT-RP 2004



6 – *L'Argentine des Piqueteros*, Franck Mintz, Editions CNT-RP 2011



7- *Mai 68 par eux-mêmes*, Editions du Monde Libertaire, 1989

GRUPE GASTON LEVAL DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE